

Écrit par le 22 novembre 2024

Cavaillon : la société Amoéba pose la première pierre de son usine de biocontrôle Usibiam



Amoéba, société lyonnaise spécialisée dans les solutions biologiques dans le traitement du risque microbiologique, vient d'entamer la construction de son usine de biocontrôle 'Usibiam' (Usine Biocontrôle Amoéba) dans la zone d'activités des Hauts Banquets à Cavaillon. Le projet devrait s'achever d'ici 11 mois.

C'est à Cavaillon, dans la zone d'activité des Hauts Banquets que les élus, les collaborateurs d'Amoéba,

Ecrit par le 22 novembre 2024

mais aussi de GSE, et les partenaires, se sont retrouvés ce mardi 10 octobre pour poser la première pierre de l'usine de biocontrôle Usibiam d'Amoéba, ou plutôt pour mettre le premier coup de pelle.

Un premier coup de pelle symbolique. Tout aussi symbolique que le jujubier qui a été planté devant la future usine de biocontrôle et qui représente la résistance. « Nous espérons qu'Usibiam résistera aussi longtemps que ce jujubier », déclare en riant [Fabrice Plasson](#), PDG d'Amoéba.

Cette usine sera destinée à produire un agent de biocontrôle pour le traitement des plantes en agriculture et un biocide biologique pour le traitement de l'eau industrielle.

11 mois de travaux dans la zone des Hauts Banquets

Construire cette usine dans la zone des Hauts Banquets a un objectif, celui de réindustrialiser la France avec des techniques innovantes. « Une réindustrialisation est capitale pour redynamiser l'essor français à l'international », affirme Fabrice Plasson. Le lieu de construction lui, n'a pas été choisi au hasard. « On a choisi la zone des Hauts Banquets car elle est tournée vers la naturalité », ajoute [Hervé Testeil](#), directeur industriel d'Amoéba. Ainsi, Usibiam se veut une référence de naturalité au service de la transition agricole et alimentaire.

La confection du projet a été confiée à l'entreprise avignonnaise [GSE](#), qui se donne 11 mois pour finir le bâtiment de 3240 m², dont 2640 m² seront dédiés à la production, et 600 m² aux bureaux, le tout sur 15 000 m² de terrain. La société Amoéba s'est, quant à elle, engagée à ce qu'au moins 60% des toitures et ombrières aient des panneaux photovoltaïques. « Aujourd'hui, nature et bâti cohabitent de manière intelligente », souligne [Roland Paul](#), président de GSE.

Un projet réalisé avec des acteurs vauclusiens et régionaux

Si GSE fait partie intégrante de ce projet d'usine de biocontrôle, il n'est pas le seul acteur vauclusien qui entoure Amoéba dans cette construction. L'agence du développement, du tourisme et des territoires [Vaucluse Provence Attractivité](#) (VPA), elle est aussi est de la partie. « Cette journée marque un projet d'avenir majeur pour le territoire, qui va participer à la construction nationale d'une filière du biocontrôle, déclare [Cathy Fermanian](#), directrice générale de VPA. C'est ici que grandira le Vaucluse de demain. »

La future usine Usibiam fait également la fierté des élus locaux. « Cela fait 15 ans qu'on travaille sur le dossier des Hauts Banquets, explique [Gérard Daudet](#), maire de Cavaillon et président de la communauté d'agglomération [Luberon Monts de Vaucluse](#). C'est merveilleux de voir les premières entreprises sortir de terre. » La Région Sud, elle aussi, est ravie de cette implantation. « C'est un grand jour pour permettre à l'agriculture de devenir viable, rentable et compétitive, ajoute [Bénédicte Martin](#), vice-présidente de la Région en charge de l'agriculture. Le monde agricole est en première ligne pour assurer une mission d'alimentation, et en première ligne de tous les grands changements, notamment climatiques. »

Un projet soutenu par France 2030

Ecrit par le 22 novembre 2024

Pour son usine Usibiam, Amoéba est lauréate de l'appel à projet 'Résilience et Capacité Agroalimentaire' de [France 2030](#). L'entreprise lyonnaise bénéficie donc pour son projet du soutien de [Bpifrance](#) à hauteur de 5,9M€.

« 16 projets en Vaucluse (culture, décarbonation, nucléaire, etc) ont été sélectionnés à ce jour par France 2030, ce qui représente 39M€ d'aides, rappelle [Christian Guyard](#), ancien secrétaire général de la préfecture de Vaucluse et sous-préfet d'Avignon qui vient d'être nommé sous-préfet de Compiègne. Grâce à ce projet d'usine de biocontrôle, la France tient un pari sur l'avenir pour apporter des solutions au monde de demain. »

Grand Avignon : future capitale de la formation pour les filières agricoles agroalimentaire ?

Ecrit par le 22 novembre 2024



Le Grand Avignon a coordonné la candidature d'un groupement d'acteurs locaux de la formation pour la filière agroalimentaire à l'occasion d'un appel à manifestation d'intérêt « Compétences et métiers d'avenir » lancé par l'Etat. La remise de prix a eu lieu le mercredi 7 juin à Paris.

Le projet retenu par l'Etat, intitulé Vitamin'A (Vision du Territoire du Grand Avignon sur les Métiers et formations Innovantes autour de la Naturalité et de l'Alimentation), vise à apporter des solutions concrètes aux entreprises de la naturalité, de l'agriculture et de l'agroalimentaire à travers une offre complète de 26 dispositifs de formation structurés et innovants.

Près de 10M€, subventionnés à hauteur de 70% par l'Etat, vont ainsi permettre de financer, dans les 5 ans à venir, des formations jusqu'au bac+5, organisés au sein du pôle de compétitivité Innov'alliance, de Food'in Paca, de l'ISEMA, de l'Université d'Avignon, ou encore de l'Isara, première école d'ingénieur agronome à s'implanter dans la région Sud grâce à cette aide.

Écrit par le 22 novembre 2024

Ce projet s'adresse à l'ensemble des publics (étudiants, apprentis, salariés, demandeurs d'emploi, personnes en reconversion...), de niveau infra-bac à bac+5, en formation initiale et continue. Le programme vise à former les acteurs des métiers de la production agricole ou agroalimentaire, de la qualité, de la recherche et du développement, mais aussi du marketing, du commerce ou de la distribution.

Le Grand Avignon assurera le pilotage du projet avec l'appui d'un conseil scientifique coprésidé par l'Université d'Avignon et l'Inrae. L'objectif est de former 5 270 étudiants et salariés à l'horizon 2030 et de financer 11 organismes de formation.

France 2030 en Provence-Alpes-Côte d'Azur : un maillage local puissant



Le 18 novembre, la Première ministre Elisabeth Borne présidait le comité de suivi national France 2030. A cette occasion, un premier bilan de l'action lancée par le Président la République il y a un an a été dressé. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, les projets soutenus par France 2030, marquent un dynamisme territorial fort et croissant.

Ecrit par le 22 novembre 2024

Politique prioritaire du Gouvernement, France 2030 porte une ambition claire : positionner la France non pas seulement en simple acteur, mais bien en leader du monde de demain. Depuis un an, son déploiement est marqué par le soutien à de nombreux projets locaux. Au total, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, ce sont 101 projets lauréats et 200 millions d'euros engagés.

Parmi ces projets, celui de la société Antofenol qui porte sur la construction d'un site de production 100% dédié au bio-contrôle dans le Vaucluse. Aix Marseille Université porte quant à elle un projet de renforcement de la cité de l'innovation et des savoirs qui vise à renforcer les démarches de recherche, d'innovation et d'accélération de projet en favorisant le lien entre chercheurs, entrepreneurs et industriels.

Pour renforcer l'ancrage territorial du plan, 11 régions se sont déjà associées à l'Etat pour déployer un volet régionalisé de France 2030 copiloté par les présidents des conseils régionaux et les préfets de région.

Doté de 1 milliard d'euros financé à parité par l'Etat et les régions, « France 2030 régionalisé » a pour objectif d'accompagner l'innovation des start-ups, PME, ETI ou organismes locaux sur tout le territoire national. Sa particularité réside dans son mode de financement paritaire : chaque euro investi par l'Etat est complété d'un euro investi par la région.

Pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ce sont 74 millions qui vont permettre à la préfecture de région et au conseil régional de détecter et d'accompagner, avec les services et leurs partenaires, des projets innovants afin de faire naître des champions français capables d'essaimer par-delà les frontières nationales.

J.R.